

Politique de genre du REMDH

1. Contexte politique

1.1. Les conventions internationales des droits humains, et notamment la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (connue sous son acronyme anglais CEDAW) et son *Protocole facultatif*¹, reconnaissent le caractère universel, indivisible et inaliénable des droits des femmes; ces textes condamnent les inégalités basées sur le genre, et mettent en avant le besoin et l'urgence de travailler pour l'élimination des discriminations dont les femmes sont victimes.

1.2. En dépit des progrès réalisés par les instances internationales dans le domaine de la défense et de la promotion des droits fondamentaux des femmes, force est de constater que dans le monde entier, ils ne sont toujours pas respectés. En ce qui concerne la région Euro-méditerranéenne, le contexte social, politique, juridique, administratif, économique et culturel est profondément marqué par l'inégalité entre les hommes et les femmes. La prééminence des droits fondamentaux sur les revendications culturelles et religieuses est régulièrement contestée. Cette inégalité adopte certes des formes différentes et atteint des degrés qui varient selon les contextes nationaux. Elle n'en reste pas moins une constante dans toutes les sociétés de la région. Nombreuses sont les discriminations envers les femmes dans l'accès à la justice, à la défense et à la promotion de leurs droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels.

1.3. La violence basée sur le genre est en réalité une violence exercée par les hommes sur les femmes en tant que femmes. C'est une des plus graves discriminations dont souffrent les femmes de la région. Les taux de violence dans l'espace public et au sein de la famille sont élevés dans la région. Dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, les difficultés d'accès à une protection effective, la légitimation socioculturelle de ces violations principalement sous prétexte de défendre « l'honneur familial », et l'impunité structurelle des agresseurs sont autant de facteurs qui favorisent la violence contre les femmes, un phénomène qui entraîne la mort de centaines de femmes chaque année dans la région. Dans les pays de la région y compris en Europe, la violence contre les femmes exige la mise en place de législations et de systèmes de prévention et protection. Une attention spéciale doit être portée aux femmes migrantes, vu leur vulnérabilité spécifique.

1.4. Les violations des droits des femmes et les inégalités persistantes et le travail des organisations féministes et celles luttant pour les droits humains, ont amené les gouvernements des pays de la région Euro-méditerranéenne à adopter en novembre 2006 une déclaration destinée à renforcer la participation des femmes dans la société, le Plan d'Action d'Istanbul. En novembre 2009, à Marrakech la conférence ministérielle de suivi de ce Plan d'Action, a convenu que « d'importants défis subsistent dans les 43 pays de l'Union pour la Méditerranée, qui empêchent les femmes de jouir pleinement, et sur un pied d'égalité avec les hommes, de leurs droits fondamentaux ». Ils se sont déclarés « convaincus que la participation, sur un pied d'égalité, des femmes et des hommes à tous les domaines de la vie économique, politique et publique constitue un élément essentiel de démocratie et de développement durable (...) et que de nouvelles mesures concrètes

¹ Notamment, qui est un traité international élaboré par l'ONU pour encourager les États à éliminer les discriminations à l'égard des femmes, dans le droit comme dans les faits : www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/.

doivent être mises en œuvre pour atteindre cet objectif et intégrer la dimension de genre dans tous les domaines d'action, en tenant compte de la diversité de la région».

1.5. Ces revendications rencontrent des résistances sociales, culturelles et identitaires, expressions des structures socioculturelles patriarcales qui prédominent dans le monde.

2. Concepts et définitions

2.1. La théorie de genre considère que les rôles féminin et masculin ne reposent pas sur un déterminisme biologique mais qu'ils sont une construction sociale et culturelle. Cette construction s'inscrit dans un rapport hiérarchique de domination et de supériorité des hommes sur les femmes. L'approche genre met en lumière le système patriarcal qui a monopolisé l'interprétation de la réalité sociale et de l'Histoire, qui a pensé le monde et organisé les sociétés. Les rôles attribués ont favorisé l'émergence, le maintien et l'aggravation des discriminations envers les femmes.

2.2. L'approche genre permet de mettre en œuvre des stratégies visant à l'établissement de sociétés égalitaires, qui puissent garantir le respect des droits fondamentaux de toutes et de tous. Cette approche permet de réduire les inégalités des droits et de corriger le déséquilibre de relations de pouvoir.

2.3. Pour atteindre l'égalité qui est son objectif ultime, l'approche genre préconise l'adoption de mesures d'action positive², comme les politiques de parité, les projets d'autonomisation³, etc.

2.4. L'intégration de la perspective de genre est définie par les Nations Unies en tant qu' "évaluation des incidences pour les femmes et pour les hommes, de toute action envisagée, notamment dans la législation, les politiques ou les programmes, dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes aussi bien que celles des hommes dans l'élaboration, la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines – politique, économique et social – de manière à ce que les femmes et les hommes bénéficient d'avantages égaux et que l'inégalité ne puisse se perpétuer. Le but ultime est d'atteindre l'égalité entre les sexes. »

3. Pourquoi une politique de genre du REMDH?

3.1. Le REMDH s'est donné pour mission la promotion et le renforcement des droits humains et des réformes démocratiques dans la région euro-méditerranéenne. Les droits des femmes sont partie intégrante des droits humains. On ne peut parler de démocratie quand la moitié de la population ne jouit pas de ses droits.

3.2. Le REMDH a explicitement affirmé son engagement dans la lutte contre les discriminations basées sur le genre, en inscrivant dans ses Statuts l'objectif de travailler pour « l'égalité entre hommes et femmes³ » (Article 2.1.).

² Le REMDH adopte la nomenclature anglophone traduite par action positive plutôt que l'expression française discrimination positive, qui constitue pratiquement un contresens.

³ « Agir en faveur du développement des institutions démocratiques ainsi que de la promotion de l'Etat de droit, en particulier la liberté d'association, l'égalité entre hommes et femmes, le développement durable et le respect des droits économiques et sociaux » (Article 2.1).

3.3. Le REMDH a adopté des dispositions statutaires et réglementaires pour promouvoir la parité de genre au sein de ses structures et représentations⁴.

3.4. Le REMDH a aussi adopté des mesures qui contribuent à l'intégration de la dimension genre (*gender mainstreaming*) dans l'élaboration de ses politiques, plans et programmes, notamment au travail du Groupe Genre et à la participation de son-a référent-e politique aux activités du Quartet.

3.5. Le REMDH a amendé ses Statuts de manière à introduire un langage qui tienne compte du genre dans ses documents cadres.

3.6. L'égalité de genre, la promotion des droits des femmes et leur participation à la vie publique sont des objectifs fondamentaux pour la stratégie du REMDH. L'intégration de la dimension genre et les droits des femmes ont également été reconnus comme des éléments décisifs du programme des droits humains et de la démocratisation.

3.7. Dans ce cadre, le REMDH a adopté la parité de genre. Il a décidé de nommer un-une référent-e politique chargé-e de veiller à la mise en œuvre de ces engagements.

3.8. Le REMDH a réalisé un audit de genre en 2008, qui a recommandé l'adoption d'une politique de genre. Cet audit attestait la présence du principe de l'égalité des sexes dans les documents statutaires et réglementaires du REMDH. Cependant, il regrettait l'absence d'un document cadre définissant sa politique en matière d'intégration de la parité et de l'égalité de genre, et fixant des axes stratégiques.

3.9. L'utilité de ce document cadre est de pérenniser l'engagement politique du REMDH en faveur des droits des femmes, de concrétiser son engagement pour l'égalité et la parité de genre, et de garantir l'intégration de la dimension genre dans ses principes, ses structures, ses activités et ses documents.

4. Référentiel de la politique de genre du REMDH

4.1. Les instruments et conventions internationaux relatifs aux droits des femmes, principalement la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDAW) et son *Protocole facultatif*, sont les référents fondamentaux du REMDH.

4.2. Le Plan d'Action d'Istanbul et les recommandations du Rapport Alternatif du REMDH représentent des outils régionaux importants pour le plaidoyer en faveur des femmes.

4.3. La dimension genre devra être intégrée à toutes les activités, missions, publications et rapports consacrés à la promotion et défense des droits humains par le REMDH et ses

⁴

Dans ses Statuts, le REMDH indique que « tous les efforts doivent être faits pour que les instances de direction (l'Assemblée générale et le Comité exécutif) comportent un nombre égal de femmes et d'hommes » (Articles 4.1.2. et 4.2.1). Ces mêmes statuts revendiquent le principe de l'égalité des chances dans plusieurs articles relatifs aux structures du REMDH (Comité exécutif, groupe de gestion (Quartet), Secrétariat, Groupes de travail). De même, il introduit des mécanismes d'action positive comme dans l'Article 4.2.4. sur l'élection des membres du Comité Exécutif. Aussi dans son règlement intérieur, le principe de parité est mentionné pour l'élection des nouveaux membres. La participation du/de la référent politique de genre du Comité Exécutif dans le Quartet est également une mesure qui garantit le mainstreaming.

membres. Le REMDH veillera à ce que ses membres et son équipe technique reçoivent la formation et les ressources suffisantes à cet effet.

4.4. Le REMDH devra encourager ses organisations membres à garantir aux femmes et aux hommes un accès égal à la protection de leurs droits. A cette fin, le REMDH définira les cas de discrimination basée sur le genre et formulera des recommandations destinées à améliorer la protection des droits fondamentaux des femmes comme des hommes.

4.5. L'égalité de genre doit être considérée comme partie intégrante de tous les programmes, politiques et activités du REMDH. Pour garantir l'égalité, il faut intégrer la dimension genre (*gender mainstreaming*) aux structures et activités du REMDH⁵.

4.6. Contribuer à l'égalité implique qu'on reconnaisse que les mesures, programmes et projets affectent différemment les femmes et les hommes. Le REMDH devra adopter les mesures nécessaires pour analyser comment ses activités les affectent de manière différenciée (*impact de genre*).

4.7. L'autonomisation des femmes (*women empowerment*) est un facteur fondamental pour atteindre l'égalité. Le REMDH la favorisera.

4.8. Les programmes, politiques et activités du REMDH doivent tendre à l'égalité de genre. En aucun cas, le REMDH ne devra promouvoir des interventions qui pourraient provoquer de manière indirecte des discriminations.

4.9. La promotion de la participation égalitaire des femmes en tant qu'agents de changement dans les processus économiques, sociaux et politiques est essentielle à la réalisation de l'égalité. Le REMDH reconnaît donc la nécessité de continuer à travailler pour la *parité* dans ses structures et activités. Il veillera à évaluer la participation des femmes dans ses programmes, structures et activités, et le degré de parité dans le réseau.

4.10. Contribuer à l'égalité exige l'adoption de mesures spécifiques. Le REMDH adoptera toutes les mesures *d'action positive* à sa disposition pour garantir une participation égalitaire dans ses structures, ses programmes, ses politiques, ses décisions, ses missions et ses activités.

4.11. Le REMDH devra garantir que ses budgets intègrent le genre. Il allouera des budgets suffisants non seulement à des activités spécifiques (mise en place de plans, stratégies, activités et publications relatives à la diffusion, suivi et application des Conventions et plans d'action d'Istanbul/Marrakech et autres activités du Groupe de Genre), mais aussi à l'intégration de la dimension genre dans toutes les activités du réseau et des autres groupes de travail.

5. Objectifs de la politique de genre du REMDH

⁵ Le *gender mainstreaming* (intégration des sexospécificités) signifie l'intégration de l'égalité homme-femme à tous les niveaux de la politique (*gender* pour « sexe » pris dans son acception sociale). De la planification à la mise en œuvre d'un programme, les aspects « politique de la femme » et « équité des sexes » doivent être intégrés et considérés comme une évidence (*mainstream*). Ce concept part du constat qu'aucune politique n'est neutre en ce qui a trait aux sexes. L'économie et la politique doivent contribuer à éliminer les inégalités et les injustices entre les hommes et les femmes. Le *gender mainstreaming* entend faire de l'égalité des chances la base de l'ensemble de la politique et la tâche de tous les responsables. Ainsi, l'égalité des chances devienne une mission cadre centrale (définition du REMDH).

L'objectif général de la politique de genre du REMDH est de promouvoir l'égalité en vue de contribuer à la transformation des sociétés dans la région Euro- méditerranéenne. Pour cela, il est primordial que le réseau puisse atteindre l'égalité de dans ses structures et activités.

Ses objectifs spécifiques de la politique de genre sont les suivants :

5.1. Mettre en relief les questions d'égalité de genre dans la lutte globale en faveur des droits humains.

5.2. Promouvoir l'adoption par le REMDH et par ses membres de mesures, d'actions et de programmes spécifiques destinés à la défense et promotion des droits des femmes et à l'égalité.

5.3. Rappeler au REMDH et à ses membres l'importance de l'intégration de la dimension genre (gender mainstreaming) et former les membres et l'équipe technique à l'approche genre, ainsi que à la maîtrise de ses outils et techniques. Le kit du REMDH est outil fondamental pour atteindre cet objectif.

5.4. Contribuer à la diffusion, connaissance et appropriation par le REMDH et par ses membres des conventions, textes et outils pour la promotion des droits des femmes.

5.5. Veiller à ce que l'engagement du REMDH en faveur de l'égalité figure clairement dans ses documents et leurs éventuelles révisions (statuts, règlement intérieur, stratégie, plans de travail, convention applicable au personnel, etc.).

5.6. Veiller à une participation paritaire des femmes et des hommes dans ses structures et activités, et à une pleine exploitation des capacités et des ressources humaines en impliquant autant les femmes que les hommes dans le travail du REMDH, et recourir à l'action positive si nécessaire.

5.7. Favoriser l'adoption de la participation paritaire et des mécanismes d'action positive par un nombre croissant d'organisations mixtes et généralistes membres du REMDH.

5.8. Faire en sorte que la dimension genre soit incorporée aux activités, publications, communiqués et décisions du REMDH, tant en termes d'impacts, comme en termes de recommandations et en termes de langage sensible au genre.

5.9. Placer les femmes et les hommes en conditions d'égalité au centre du processus de décision politique au sein du REMDH et de ses organisations membres, et par extension dans toute la région euro-méditerranéenne.

5.10. Favoriser les synergies et alliances avec les organisations, réseaux et campagnes de défense des droits des femmes et féministes, ainsi que leur incorporation au REMDH et vice-versa.

5.11. Élaborer la prochaine stratégie du REMDH, ses plans d'activités, ses programmes et budgets en respectant les valeurs et principes du document politique présent pour l'égalité et en incorporant ces objectifs.

5.12. Le Quartet et le Comité Exécutif sont garants de son adoption, sa diffusion et sa mise en œuvre.

5.13. La référente - le référent politique de genre du Comité Exécutif aura la responsabilité de suivi sur la politique de genre du REMDH.